AFP, 22 juin 2014



Réforme pénale: débat explosif attendu au Sénat - Prev, Présentation

22/06/2014 07h48 GMT - JUSTICE-PRISON-SÉNAT - Monde (FRS) - AFP

Par Jean I ouis PRIVING

PARIS, 22 juin 2014 (AFP) - Deux semaines agrès son adoption à l'Assemblée, la réforme pénale arrive mardi au Sénat où le débat promet d'être explosif agrès le vote en commission d'un texte qui va au-delà de la version du gouvernement

La commission des Lois a ainsì adopté un amendement du rapporteur Jean-Pierre Michel (PS) concernant la contrainte pénale, mesure-phare du texto de la garde des Secuux Christiane Taubta, pour laquelle elle avait di batailler à l'été dernier contre Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur.

Cette sanction consiste, sous le contrôle du juge d'application des peines, à respecter en milleu ouvert des obligations et interdictions durant six mois à cinq ans, afin de prévenir la récidive en favorisant la réinsertion.

M. Michel a pruposé qu'elle puisse être encourue consune peine principule pour une série de délits pour lesquels de courtes peines d'emprisonnement sont actuellement encourues; vol simple, conduit lous le l'empire de l'alcod, suage de stupéflants, occupation de halls d'immouble etc. Les atteintes nux personnes en sersient excluses.

"Ces délits représentent environ 220.090 condamnations en 2012, soit près du tiers de l'ensemble des condamnations prononcées par les juridictions pénales, et un peu plus de 50.000 condamnations à un craptisonnement ferme ou avec sursia", a souligné M. Michel.

"Le but, a poursuivi le sénateur de Haute-Saône, c'est d'individualiser les peines et de réduire la récidive".

Une vision contestée par l'UMP Jean-Jacques Hyest. "Il y a déjà des dispositions qui existent, commo les aménagements de peine prévus par la loi pénitentiaire et que l'on n'a pas mis en place. Ce n'est pas la peine d'inventer l'eau chaude", a-t-il dit.

- "Eminemment de gauche"

"On ne sait pas non plus très bien ce que c'est la contrainte pénale", ajoute-t-il, qualifiant cette mesure de "purement idéologique".

"On ne peut pas se passer du earactère dissuassif du Code pénal et de la hiérarchisation des peines", poursuit-il. Selon lui, "ce n'est pas acceptable pour l'opinion".

Le centriste Vincent Capo-Canellas pointe de son côté un risque politique, "Comment voulez vous expliquer à quelqu'un que le voleur de sa voiture ne fiera pas de prison", demande le sépateur-maine du Bouret (Seine-Seinel-Douis), "Cyfe figir le li tia pleon partique!"

9